

GRAND DÉBAT

**Restitution des contributions adressées à
la Ville de Suresnes**

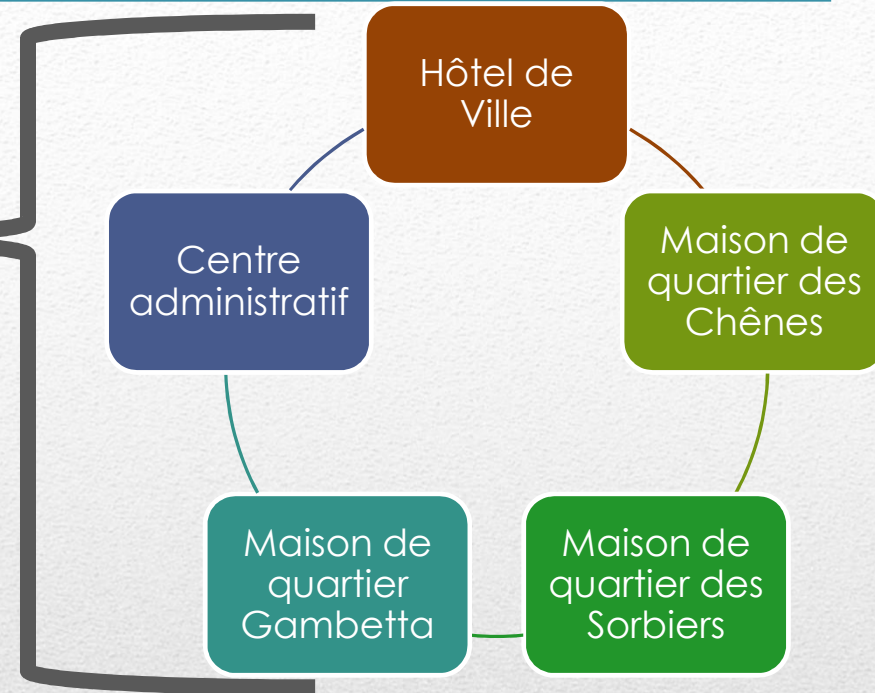
Lundi 11 mars 2019 – Ecole Jules Ferry

1

Mise à disposition de registres

Des registres papiers
du 18 janvier au 15 mars

Une consultation en ligne du 30
janvier au 15 mars sur
www.suresnes.fr



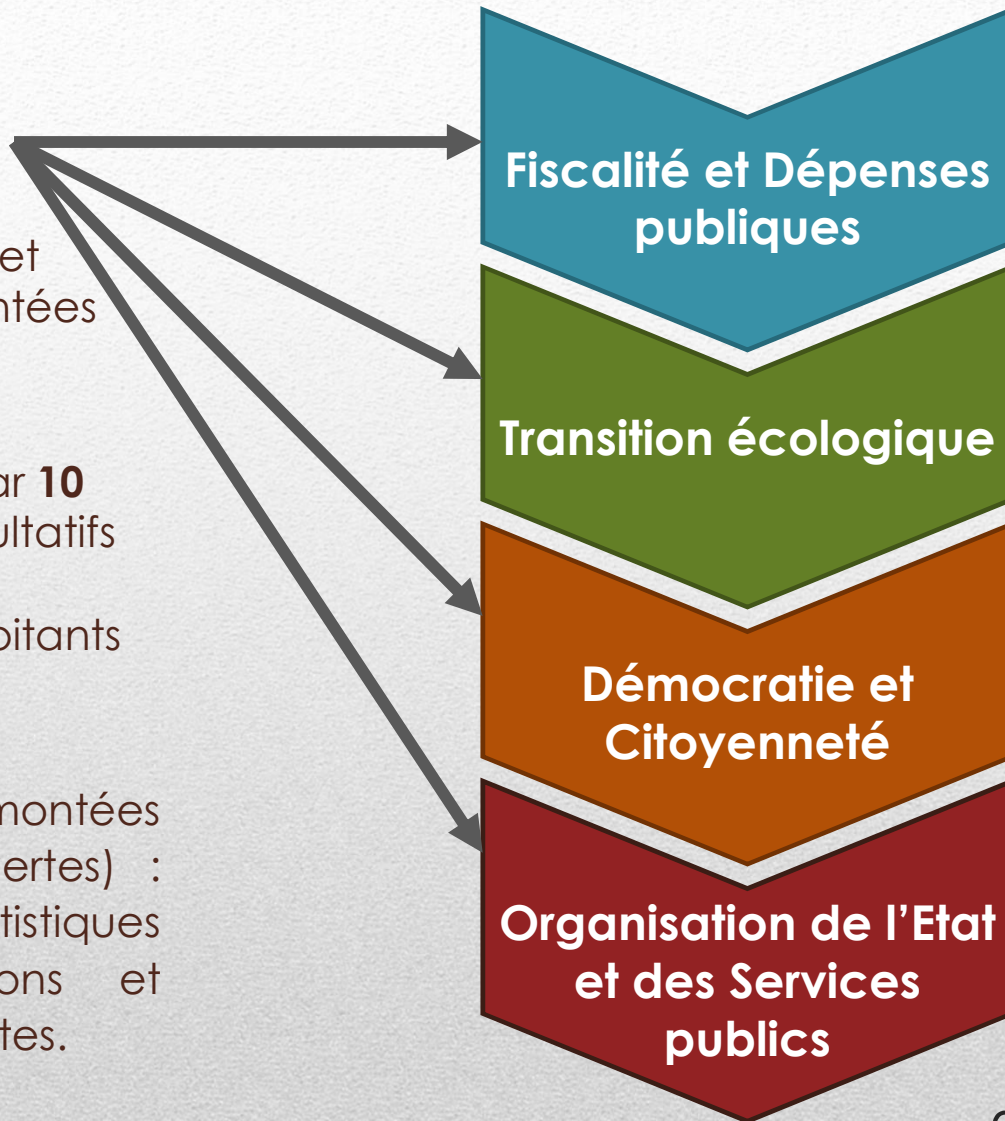
Les registres ont repris la forme des fiches thématiques proposées par la Commission Nationale du Débat Public disponibles sur le site du Grand débat.fr. Ces fiches comprennent des questions fermées et ouvertes, ces dernières laissant la possibilité aux citoyens de s'exprimer librement.

Une première transmission des contributions à la Préfecture des Hauts-de-Seine le 22 février à la demande de l'Etat.

Un envoi des contributions émises du 23 février au 15 mars intégrées au compte rendu de la réunion du 11 mars.

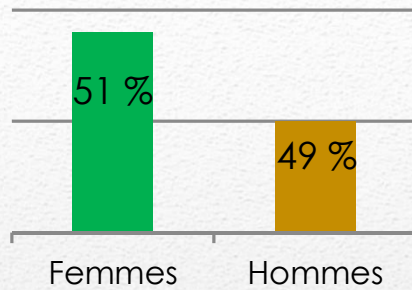
La restitution – démarche participative

- 1 synthèse par thématique
- Sources : registres physiques et consultation en ligne. Remontées du 18/01 au 27/02.
- Travail de synthèse réalisé par **10** membres des Conseils Consultatifs de Quartier, du Conseil Economique et Social et habitants de Suresnes
- Classement des remontées (questions fermées et ouvertes) : présenter des éléments statistiques ainsi que les observations et propositions les plus récurrentes.

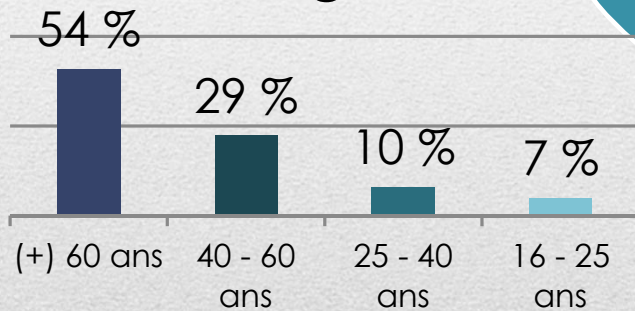


Statistiques générales

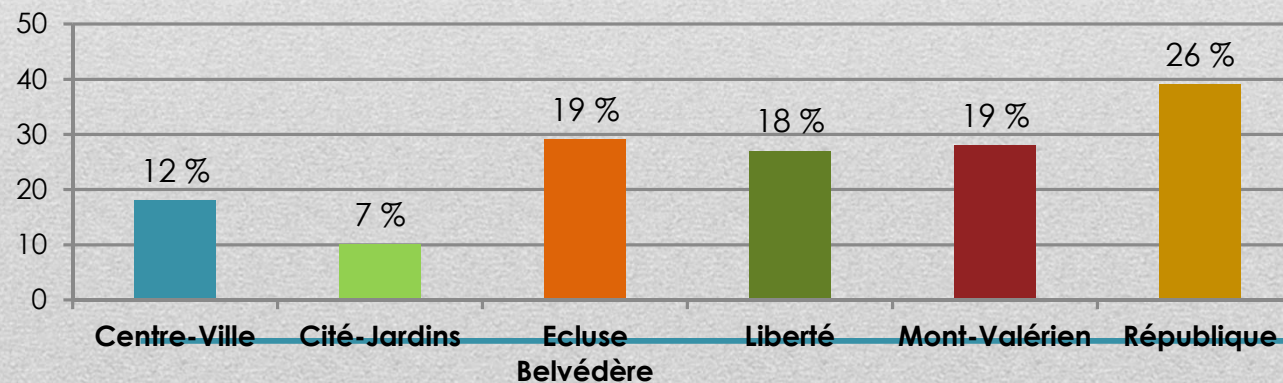
Genre



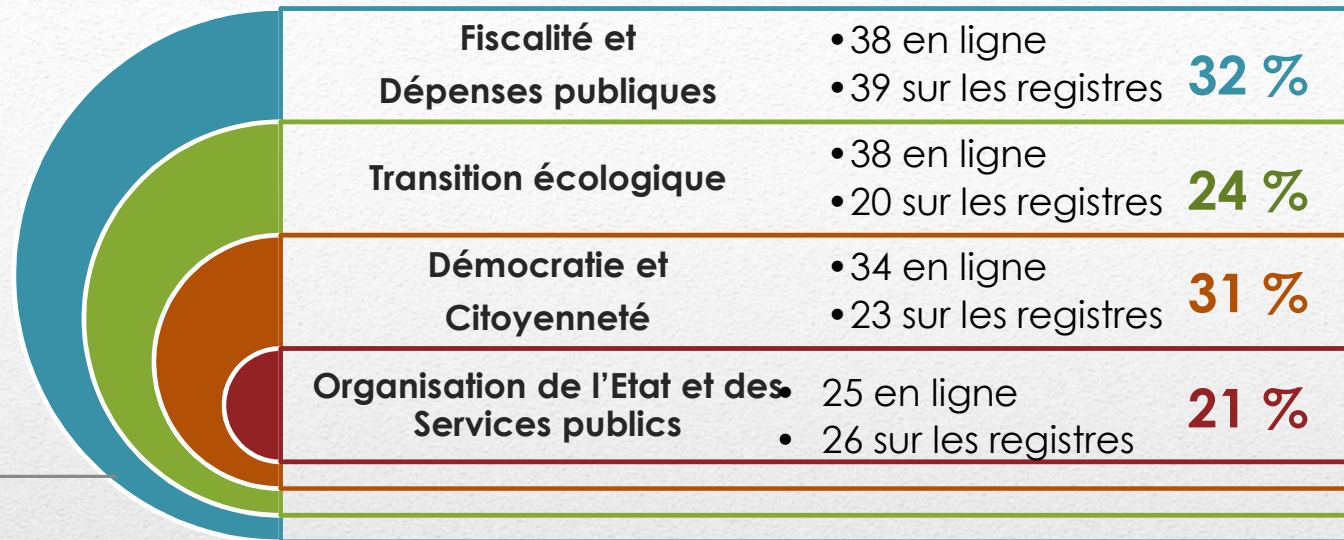
Age



Quartiers



Nombre de contributions



243 contributions entre le 18/01 et le 27/02

→ 135 en ligne

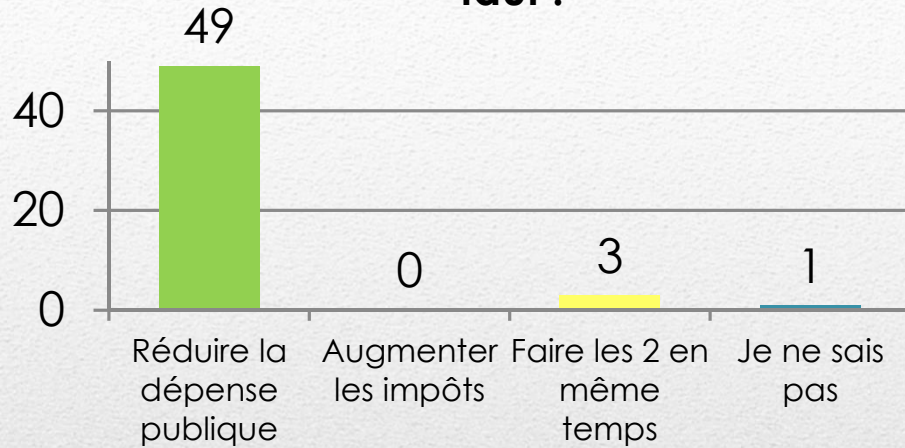
→ 108 sur les registres



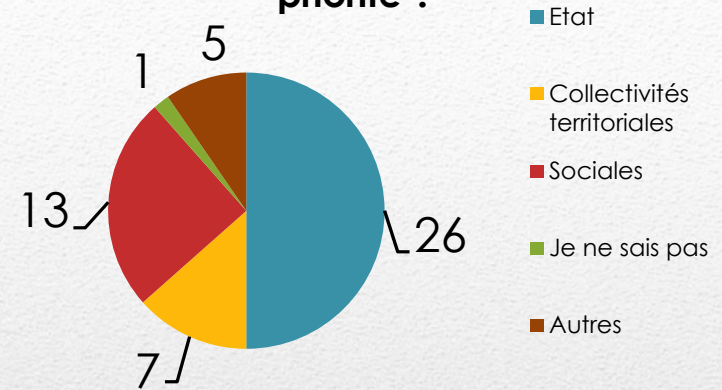
Fiscalité et Dépenses publiques

Fiscalité et Dépenses publiques

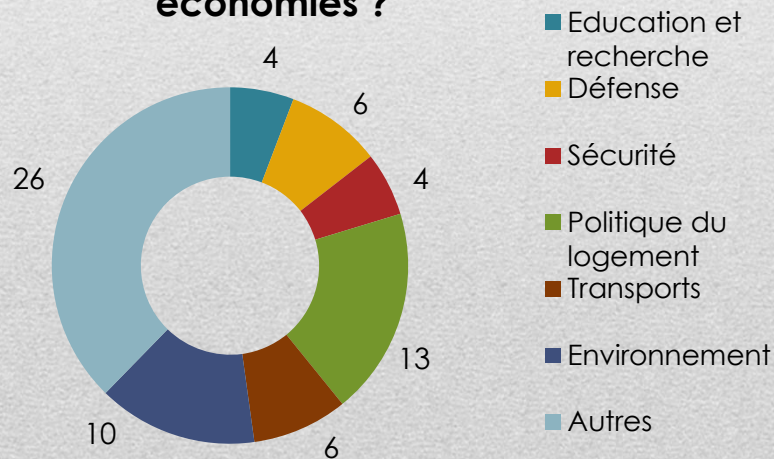
Q3 - Afin de réduire le déficit public, il faut :



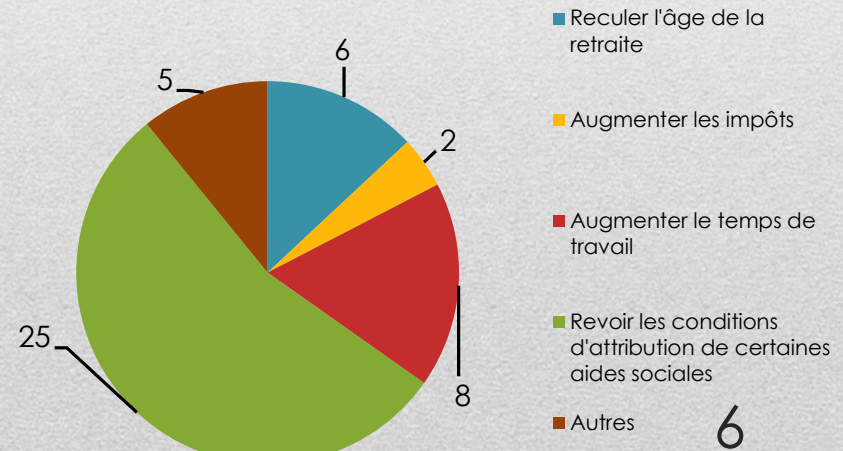
Q5 - Quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?



Q6 - Dans quels domaines faut-il faire des économies ?



Q7 - Afin de financer les dépenses sociales, il faut :



Communication relative aux impôts

- Plus de transparence sur la répartition budgétaire au regard des recettes perçues. Traçabilité des affectations.
- Meilleure information par les principaux médias (TV)
- Pédagogie et responsabilisation des citoyens
- Simplification du système d'imposition actuelle jugé trop complexe

Fiscalité plus juste et efficace

- « Lutter contre la fraude fiscale »
- « Supprimer les niches fiscales »
- « Impôt universel »
- « Taxer les GAFA »
- « Optimisation des dépenses (notions de gaspillage) »

Les impôts à baisser en priorité

1. Impôt sur le revenu
2. Impôt sur les TPE et PME
3. TVA notamment sur les produits de première nécessité

Les domaines d'action publique sur lesquels les contributeurs sont prêts à payer plus d'impôts



COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE SERVICE VIE DES QUARTIERS ET MONSIEUR FAUCONNET, MEMBRE DU CCQ MONT-VALÉRIEN :

p.6 :

Q6 - Dans quels domaines faut-il faire des économies ?

Autres : « Dépenser mieux sans baisser les budgets », « meilleure gestion des dépenses relatives aux mandats des élus », « baisse des fonctionnaires », « réduire les échelons administratifs », etc.

Q7 – Propositions : « revoir les conditions d'APL », « limiter les allocations chômage », « meilleure valorisation des travailleurs porteurs de handicap »,

p.7 :

« Indiquer clairement et de façon détaillée à quoi nos versements sont affectés. » « Publier le détail de la redistribution »

Dissocier les coûts aux différents échelons (Etat / Régions / Département, etc.) et les services (armée, police, santé, éducation, etc.)

« Généraliser et rendre publiques les études de productivité des emplois dans le secteur public »

COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE PUBLIC ET ÉCHANGES :

- « Il faut que chacun contribue à payer plus d'impôt ou à réduire les dépenses publiques (notion de responsabilité individuelle) et c'est regrettable que cela n'ait pas été souligné dans la fiche thématique proposée par l'Etat . »
- « Il faudrait essayer de baisser la dépenses relatives à la santé. Les citoyens n'ont pas connaissance des coûts liés aux soins. »
- « Chaque français devrait payer au moins 1 euros symbolique d'impôt de façon à se sentir inclus dans la société. »
 - « Tout le monde contribue à l'impôt par le biais du paiement de la TVA. Il n'est donc pas judicieux d'appliquer l'impôt sur le revenu à tout le monde car cela coûterait plus cher en termes de gestion administrative ».
- « Je constate que les questionnaires proposés par l'Etat sont très binaires et laissent peu de place à une expression libre. Beaucoup de réponses proposées par l'Etat ne correspondaient pas à mes propres avis. Je n'ai, de ce fait, pas complété ces questionnaires. On a le sentiment que ces fiches sont orientées et l'on se demande comment ces informations seront par la suite traitées et utilisées. »
 - « Les 4 questionnaires, étaient composés de questions fermées et de questions ouvertes permettant aux riverains de s'exprimer plus librement. Les diagrammes ici présentés sont tirés des réponses aux questions fermées. »
 - « Parmi les propositions qui ont été faites, certaines étaient-elles intéressantes ou novatrices et vont-elles être remontées ? »
 - « Les remontées se trouvant dans les registres de la Ville ou sur le site Suresnes.fr seront adressées dans leur totalité aux services de l'Etat. La restitution du Grand débat à Suresnes vous présente les statistiques issues des questions fermées et liste également les propositions retrouvées fréquemment dans les contributions. Il y a des propositions très précises mais aussi un grand nombre de grandes orientations. »
- « A propos de l'assurance maladie, il faudrait plus de contrôle des actions médicales qui sont faites et notamment sur les actes de chirurgie esthétique.
- « Est-il prévu d'avoir des statistiques par rapport à la population réelle ? Est-il possible de retravailler les chiffres de manière à avoir une tendance au niveau communal ? »
 - « Compte tenu de l'échantillon dont on dispose, il n'est pas possible de créer des tendances, le nombre de contributions étant relativement modeste. »

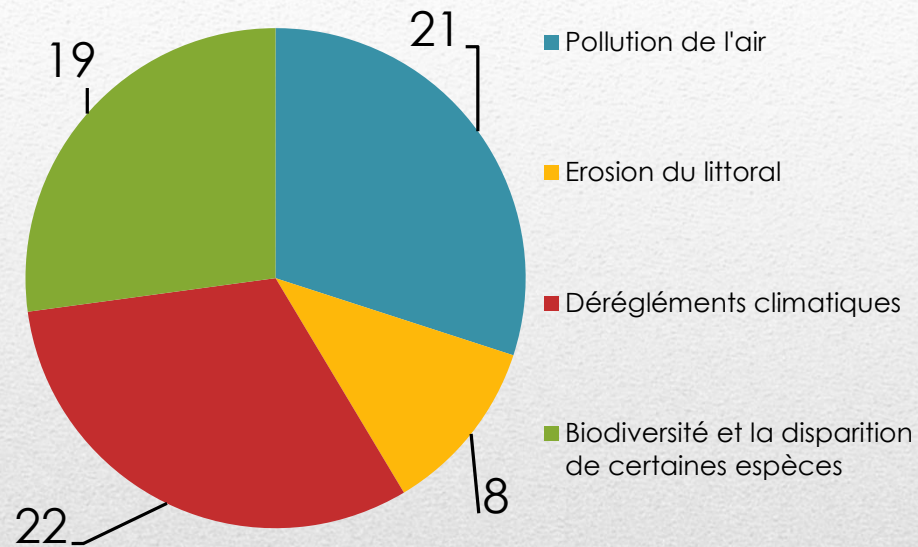


Transition écologique

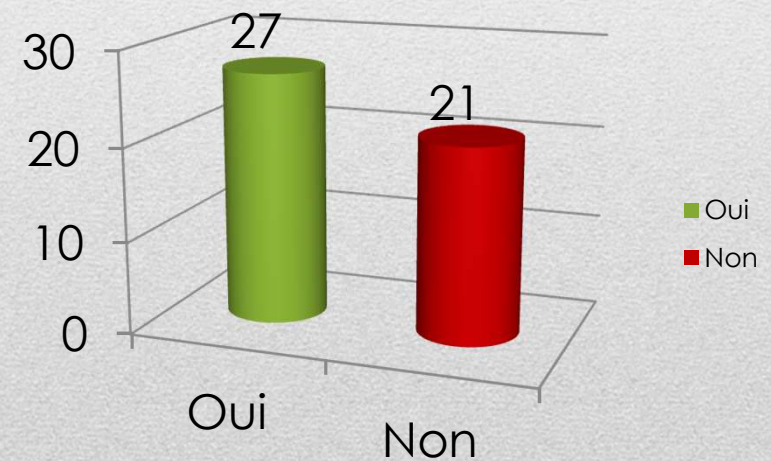
10

Transition écologique

Q1 - Quel est aujourd'hui le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?

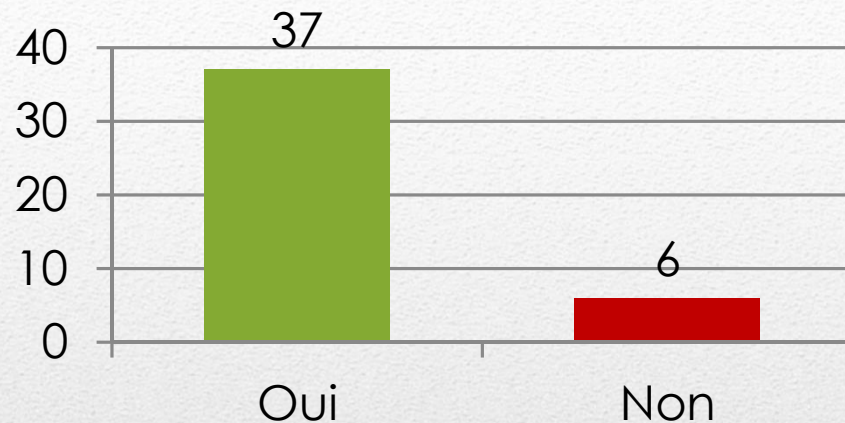


Q3 - Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?



Transition écologique

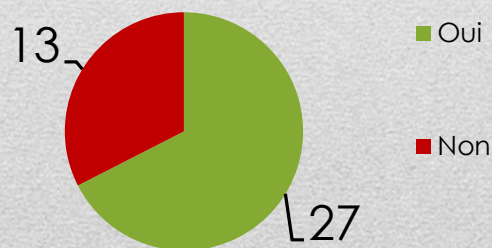
Q4 - Pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?



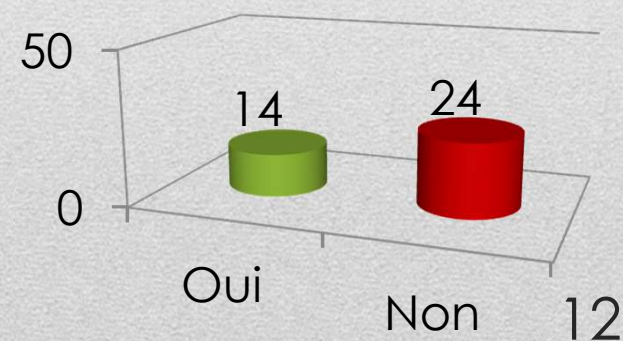
Q5 - Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?



Q8 - Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

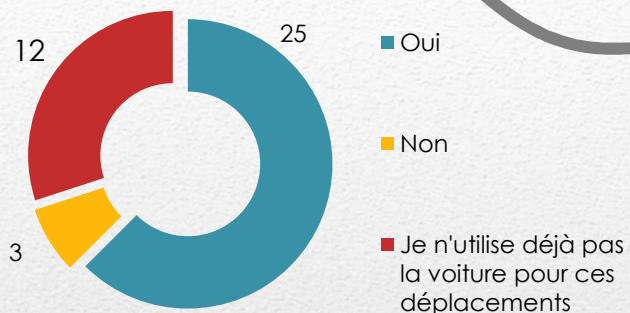


Q9 - Connaissez-vous les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'Etat, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?

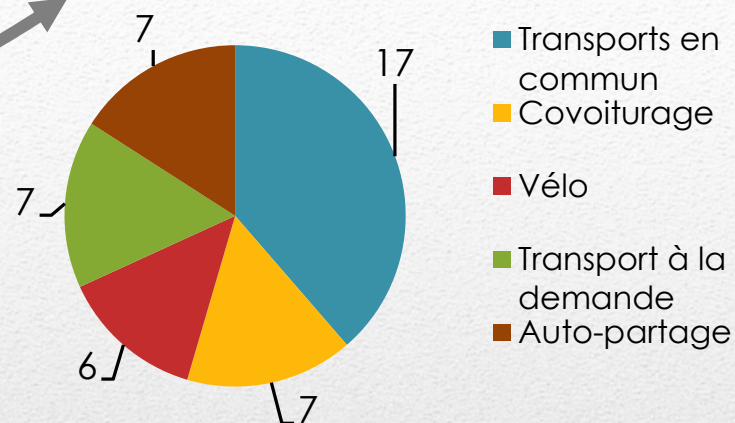


Transition écologique

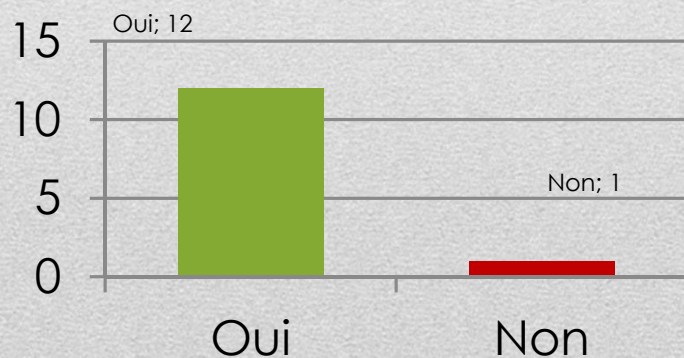
Q10 - Dans vos déplacements quotidiens, avez-vous la possibilité de recourir à des alternatives à la voiture individuelle ?



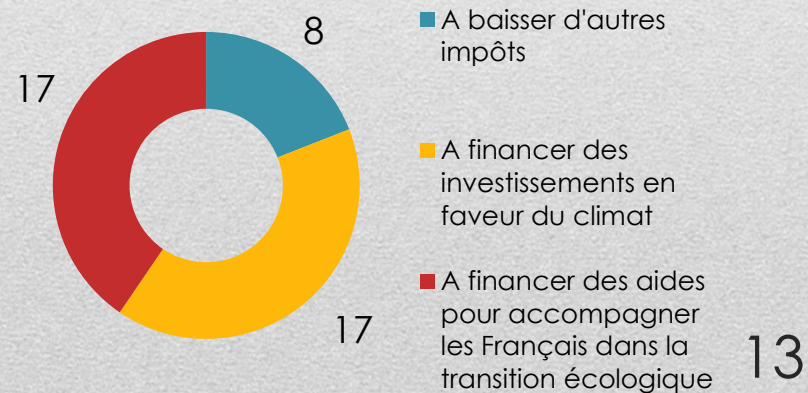
Q10 - Quelles sont les solutions alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?



Q11 - Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

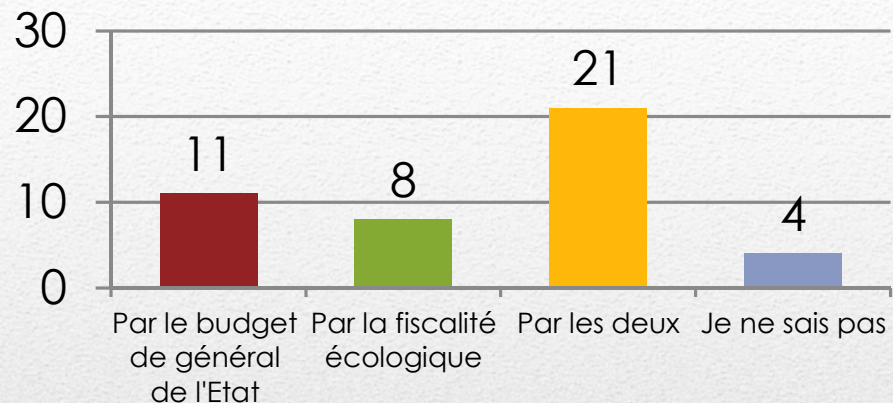


Q12 - A quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ?

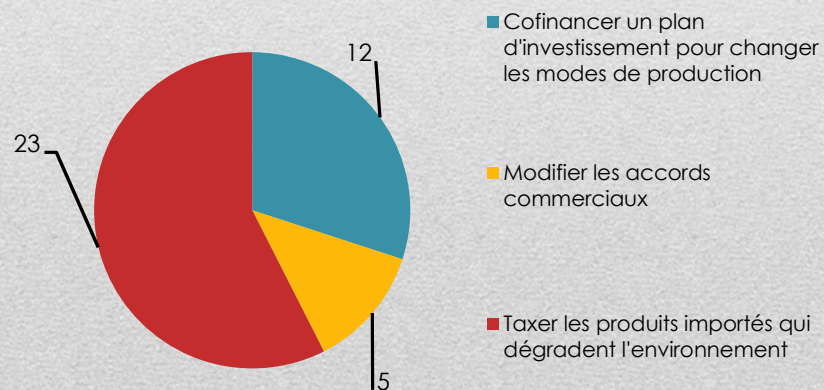


Transition écologique

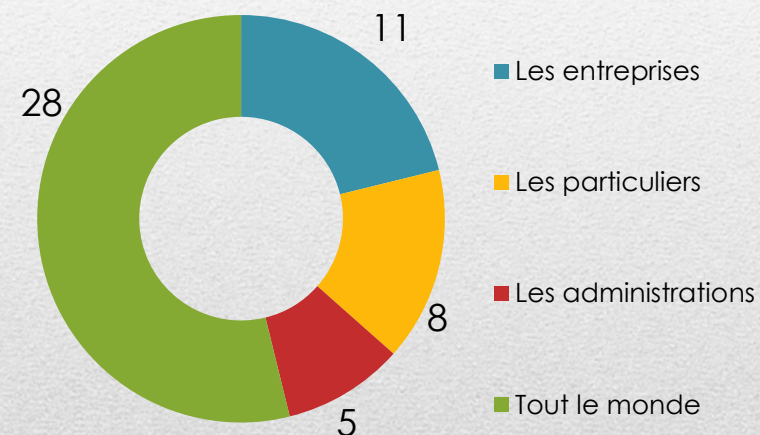
Q13 - Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée par :



Q15 - Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?



Q14 - Qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ?



COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE SERVICE VIE DES QUARTIERS :

P.11

Q1 – Quel est aujourd'hui le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement : 11 contributeurs indiquent que les 4 problèmes se rejoignent. 2 x : Pollution des eaux et des terres agricoles.

Q2 – Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

Les contributeurs insistent sur les droits et devoirs du citoyen, ainsi que de l'Etat, au regard de l'écologie.

Intégrer le respect de l'environnement dans toutes les prises de décisions

Favoriser l'utilisation des transports en commun (non polluants) en aménageant des parkings pour voiture (gratuits) en périphérie des grandes villes.

Encourager la recherche, le développement et l'industrialisation de produits peu polluants et peu énergivores

Organiser des initiatives pour dépolluer les écosystèmes terrestres et marins

Promouvoir une agriculture raisonnée (cesser l'utilisation d'engrais et de pesticides, défiscaliser l'agriculture bio)

Renforcer la responsabilité des multinationales et PME

Q3 - Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle aujourd'hui touchée par le changement climatique ? Pics de chaleur, dérèglement des saisons, pic de pollution entraînant des troubles respiratoires plus fréquents, multiplication des allergies, hausse du prix des produits frais de qualité. Végétation moins denses, faunes moins présentes, perte de terrain sur le littoral.

P.12

Q4 – De quelle manière contribuez-vous à protéger l'environnement ? Tri des déchets, compostage, consommation plus responsable (achat de produits bio, limitation des emballages), usage des transports en commun et mobilité douce, consommation raisonnée des ressources eau/énergie (chauffage, éclairage), soutien aux associations écoresponsables

Q8 – Vous convaincre ou vous aider à changer votre mode de chauffage pour une alternative plus écologique : plus d'informations (économies réalisées) et un meilleur accompagnement, certification et labélisation des entreprises et artisans par l'Etat ou les assurances, aides financières (crédits d'impôt).

P.13

Q10 – Vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ? Rendre ces solutions plus accessibles (financièrement et géographiquement), déploiement des aménagements adaptés (pistes cyclables), augmentation des fréquences de transports en commun, un temps de trajet en transport en commun plus intéressant qu'en voiture.

Qui doit se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ? 12 contributeurs : Etat, Régions, Départements, Territoires et Villes en partenariat avec les entreprises et les employeurs.

COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE PUBLIC ET ÉCHANGES :

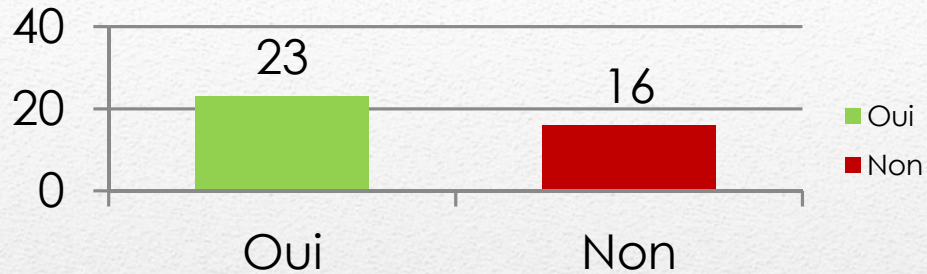
- « Il semble manquer des questions, notamment les numéros 4 et 5 ? »
→ « S'agissant d'une synthèse, les groupes de travail ont fait le choix de présenter les questions ayant reçu le plus de remontées. »
- « Concernant les aides de l'Etat, on nous dit souvent, notamment les banques, qu'elles sont trop difficiles à avoir. Il serait opportun d'améliorer la communication entre les différents acteurs : Etat, banques, citoyens. »
- « Sur la possibilité d'isoler son logement : il est important que chacun suive les recommandations de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) qui préconise de chauffer son logement ou son local à 19°C. »
- « Les 2 points importants en matière de transition écologique sont le chauffage et la mobilité. En matière de chauffage, l'isolation est bien plus importante que la température. En matière de mobilité, le problème est plus complexe. La voiture électrique, par exemple, consomme beaucoup plus de CO2 qu'une voiture « classique » à la production. La batterie nécessite l'extraction de matières premières rares et n'est pas recyclable. »
→ « Sur la mobilité, 99% des véhicules restent à l'arrêt en permanence. La solution serait peut-être d'arrêter de surproduire les véhicules. »



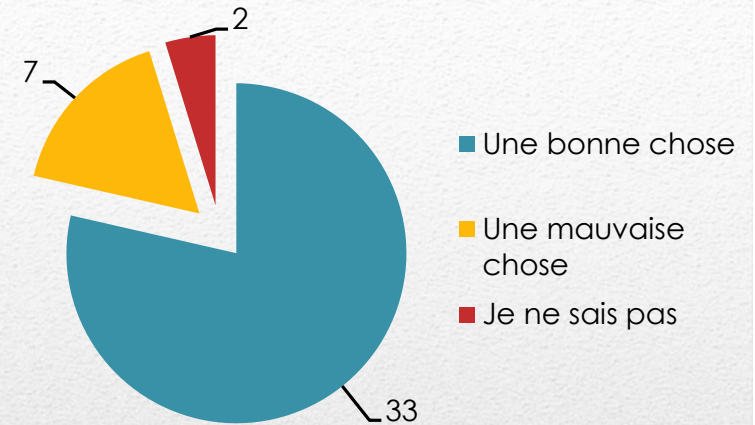
Démocratie et Citoyenneté

Démocratie et Citoyenneté

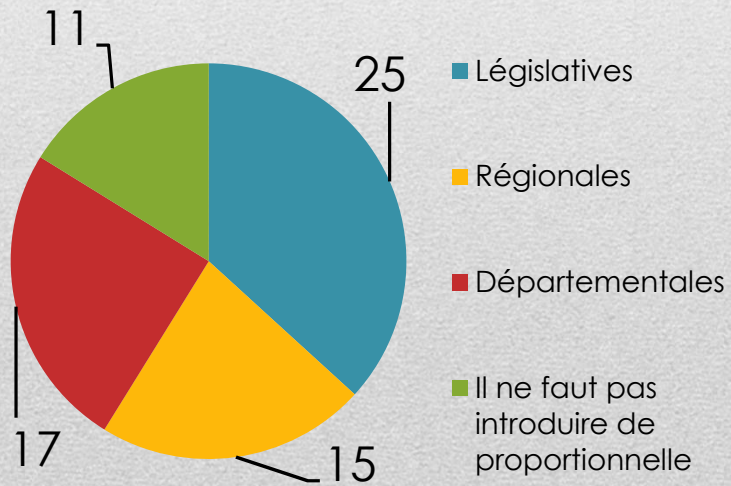
Q2 - Faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?



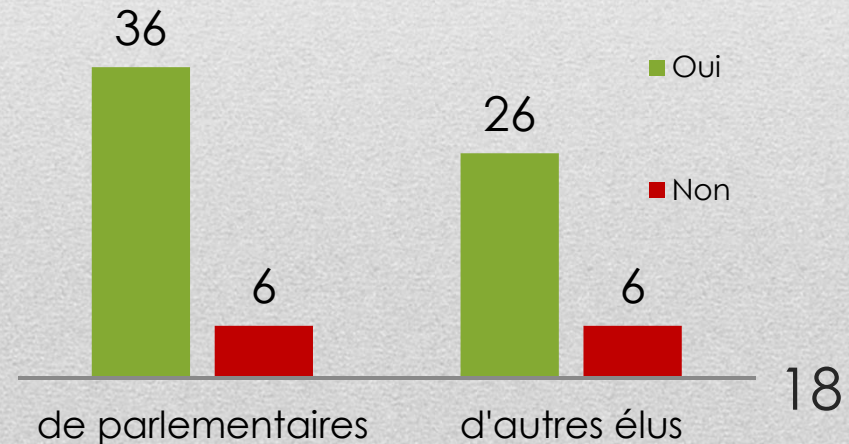
Q4 - Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires est :



Q6 - Faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections ?

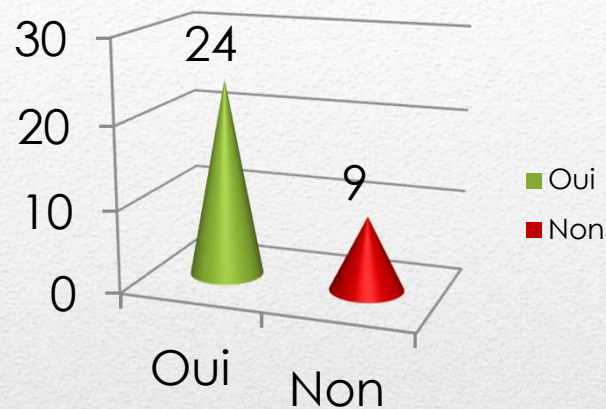


Q7 - Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre :

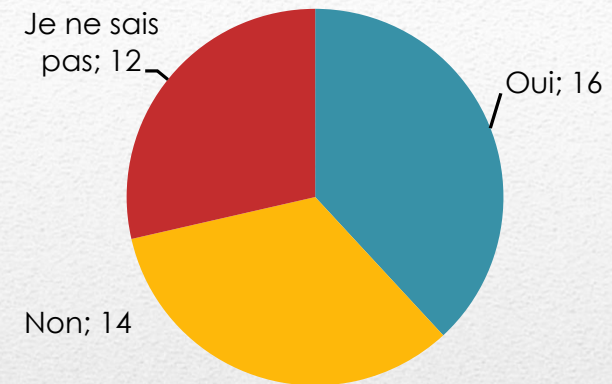


Démocratie et Citoyenneté

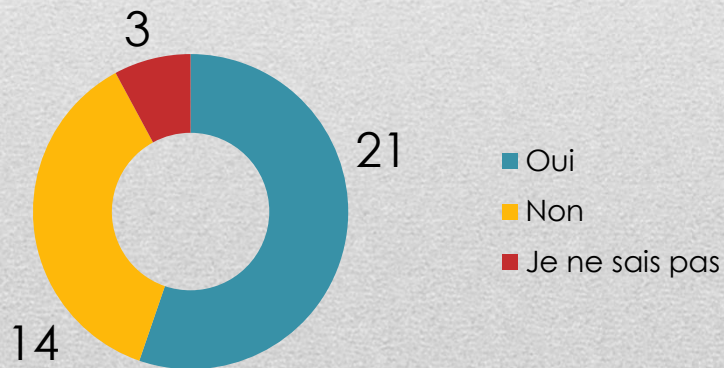
Q10 - Faut-il prendre en compte le vote blanc ?



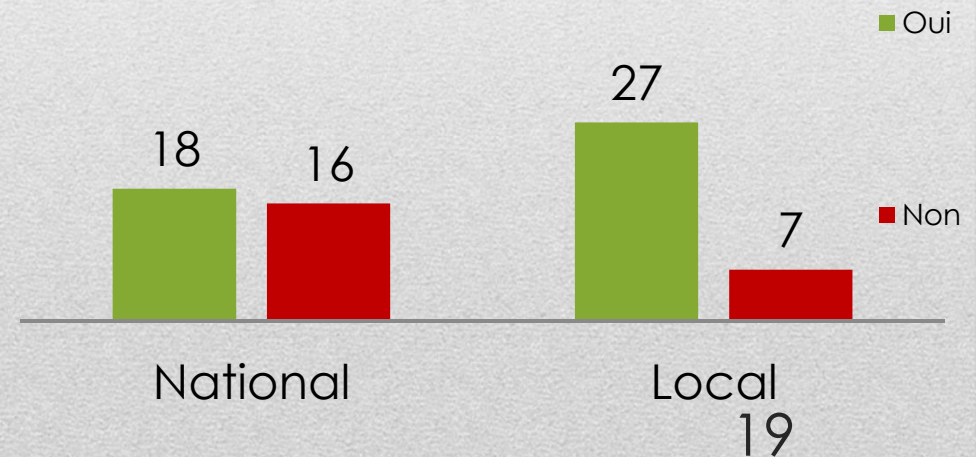
Q13 - Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée ?



Q14 - Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?



Q12 - Faut-il davantage avoir recours au référendum :



Démocratie et Citoyenneté

- Représentation : une confiance plus marquée envers :
 - les élus locaux : Maire, conseillers municipaux
 - les députés
 - les associations de citoyens

- Renouer le lien entre citoyens et élus en ayant :
 - une plus grande proximité avec les élus
 - une meilleure représentativité des diverses classes sociales

- Les leviers pour une plus grande participation des citoyens aux élections :
 - Vote obligatoire
 - Prise en compte du vote blanc
 - Plus grande exemplarité des élus

- Une démocratie plus participative en :
 - multipliant les concertations (referendum local, RIC, réunions publiques, formule du Grand débat)
 - renforçant le poids des décisions locales
 - luttant contre les fausses informations

- Renforcer l'éducation civique tout au long du parcours scolaire
- Service civique étendu à toutes les tranches d'âges et à toutes les professions
- Réintroduction du service national pour tous
- Promouvoir le respect d'autrui, la solidarité, le respect des lois et l'ordre public

Démocratie et Citoyenneté

- Meilleure régulation de l'immigration hors UE (s'inspirer des pays adoptant une politique d'immigration choisie – établissement de critères)
- Accueil spécifique en fonction des besoins des bassins d'emplois
- Favoriser l'intégration par l'éducation, meilleur accompagnement par l'apprentissage de la langue et des grands principes de la société
- Contribuer efficacement et en partenariat au développement économique et éducatif des pays d'où sont issus les migrants afin d'assurer à la majorité de leurs jeunes populations un véritable projet d'avenir, de développement et de prospérité sur leurs sols natals
- Engagement et politique commune au niveau européen

COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE SERVICE VIE DES QUARTIERS :

P.18

Q2 - Faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ? 39 contributeurs
« Besoin d'intermédiaires indispensables pour négocier et éviter le recours à la violence, créer du lien ».

Q6 - Faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections ? Argument des « non » : une proportionnelle intégrale aurait pour effet un retour à l'instabilité permanente de la gouvernance du pays

Q7- Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires ?

Récurrence : suppression du Sénat et réduction des députés.

Autres élus : bien que l'ensemble des élus soient cités au moins une fois, une récurrence est observée pour les conseillers régionaux et départementaux.

P.19

Q10 - Suggestions sur la manière dont devrait être pris en compte le vote blanc : en le comptabilisant dans les suffrages exprimés comme un vote classique pour un candidat. Si le vote blanc est majoritaire (variante à 2/3) : renouvellement des élections.

Q13 - Sur le RIP : en abaissant les seuils de déclenchement.

RIC avec un seuil d'1 millions de signataires.

P.20

Ces idées se retrouvent également pour la question relative à la consultation des citoyens sur l'utilisation de l'argent public. La possibilité pour les citoyens de flécher les affectations de leurs propres impôts est également proposée tout comme le vote. Une plus grande transparence sur les comptes publics également.

«Changer les mandats Président de la République : 7 ans non renouvelables Assemblée Nationale: 6 ans, renouvellement par moitié tous les 3 ans. »

COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE PUBLIC ET ÉCHANGES :

- « Il paraît important d'avoir plus d'échanges et d'explications de la part des élus locaux (ressources, dépenses, etc.). Le référendum est par exemple beaucoup plus plébiscité par les citoyens au niveau local car il y a une meilleure compréhension des enjeux. Les problèmes nationaux sont beaucoup plus complexes et il est difficile pour un citoyen lambda d'en comprendre les enjeux. Il est important de mieux communiquer auprès des habitants de façon à ce qu'ils participent davantage aux décisions. »
 - « La proximité avec les élus locaux est évidente. Il est dommage qu'un député ou qu'un sénateur ne puisse plus être Maire. Cela est bien plus profitable pour un parlementaire d'avoir un mandat local. Il faudrait néanmoins revoir l'indemnisation de l'élu qui cumulerait ces 2 mandats à la baisse puisque ce dernier ne pourrait pas être à temps plein sur chacune de ces 2 missions. »
 - « Les parlementaires ont néanmoins la possibilité d'avoir un mandat local en étant conseiller municipal, ce qui suffit à maintenir une proximité avec le territoire qu'ils représentent (seul les postes de Maire et d'Adjoint au Maire sont concernés par le non-cumul des mandats). »
- « En ce qui concerne le point relatif à l'immigration, savez-vous qu'il y a plus de médecins togolais en France qu'au Togo ? Cela s'appelle le brain drain. Une grande partie des jeunes étudiants français en médecine ne sont pas retenus du fait d'une sélection drastique. En revanche beaucoup de médecins étrangers viennent exercer en France alors même qu'ils n'ont pas eu un parcours aussi drastique durant leurs études. »
- « A Suresnes, il y a 48 000 habitants et seulement 248 contributions à ce Grand débat. A qui s'adresse donc ce Grand débat puisque personne ne semble se l'approprier ? »
 - « La faible appropriation du Grand débat s'explique par la forme des questionnaires : questions fermées avec des réponses déjà orientées. »
 - « Il faut rappeler que la restitution se base sur les remontées recensées via les canaux de la Ville (registres physiques et consultation en ligne). Il ne faut pas oublier que les citoyens disposaient en parallèle d'autres canaux, externes à la Ville, tels que les réunions publiques et le site internet du Grand débat. Enfin, les questions étaient en effet, pour une majorité, très précises mais il y avait malgré tout la possibilité de s'exprimer plus librement. »
 - « Il faut également souligner que les citoyens ont perdu l'habitude d'être interrogés. C'est une démarche qu'il est nécessaire de relancer. »
 - « Sur la plateforme nationale du Grand débat, les contributeurs doivent enregistrer leur code postal. Il doit donc être possible techniquement de connaître le nombre de contributeurs suresnois. »
- « Il apparaît contradictoire de vouloir diminuer le nombre de parlementaires et en même temps vouloir une plus grande proximité avec les élus. Il serait donc important que les parlementaires communiquent davantage sur leur travail quotidien. »
 - « C'est une idée au niveau national mais lorsque les parlementaires interrogent individuellement les citoyens de leur circonscription, il s'avère qu'il ne sont pas enclins à ce que leur représentant soit supprimé. »
 - « Il faut néanmoins souligner qu'un certain nombre de parlementaires ont des professions adjacentes. Ils ne sont donc pas à 100% sur leur mandat. Il apparaît important de recentrer les parlementaires sur leur mandat. »
 - « Il est important qu'il y ait une représentation de différentes catégories socio-professionnelles au sein de l'Assemblée Nationale. Interdire l'activité professionnelle apparaît d'ailleurs comme anticonstitutionnel, sauf incompatibilité (conflit d'intérêt). Néanmoins la plupart des parlementaires mettent leurs activités professionnelles de côté de façon à être à temps plein sur leur mandat. »

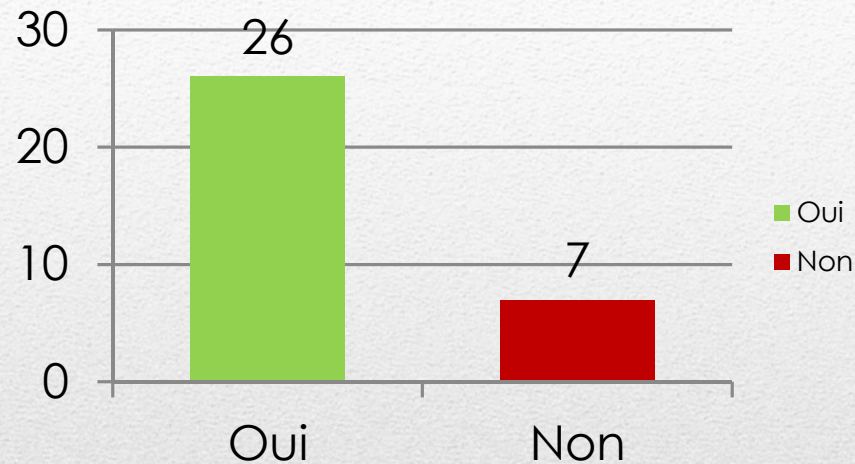


Organisation de l'Etat et des Services publics

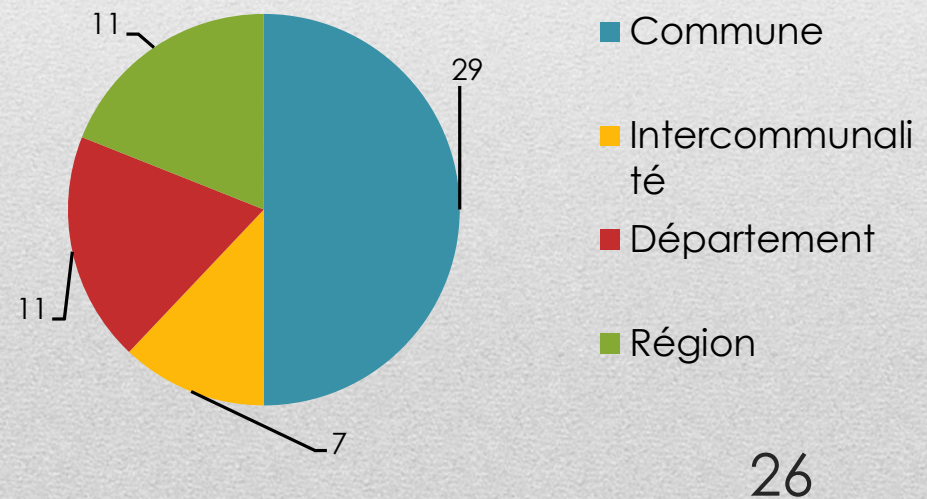
25

Organisation de l'Etat et des Services publics

Q3 - Pensez-vous qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ?



Q4 - Quels sont les niveaux de collectivités territoriales auxquels vous êtes le plus attaché ?

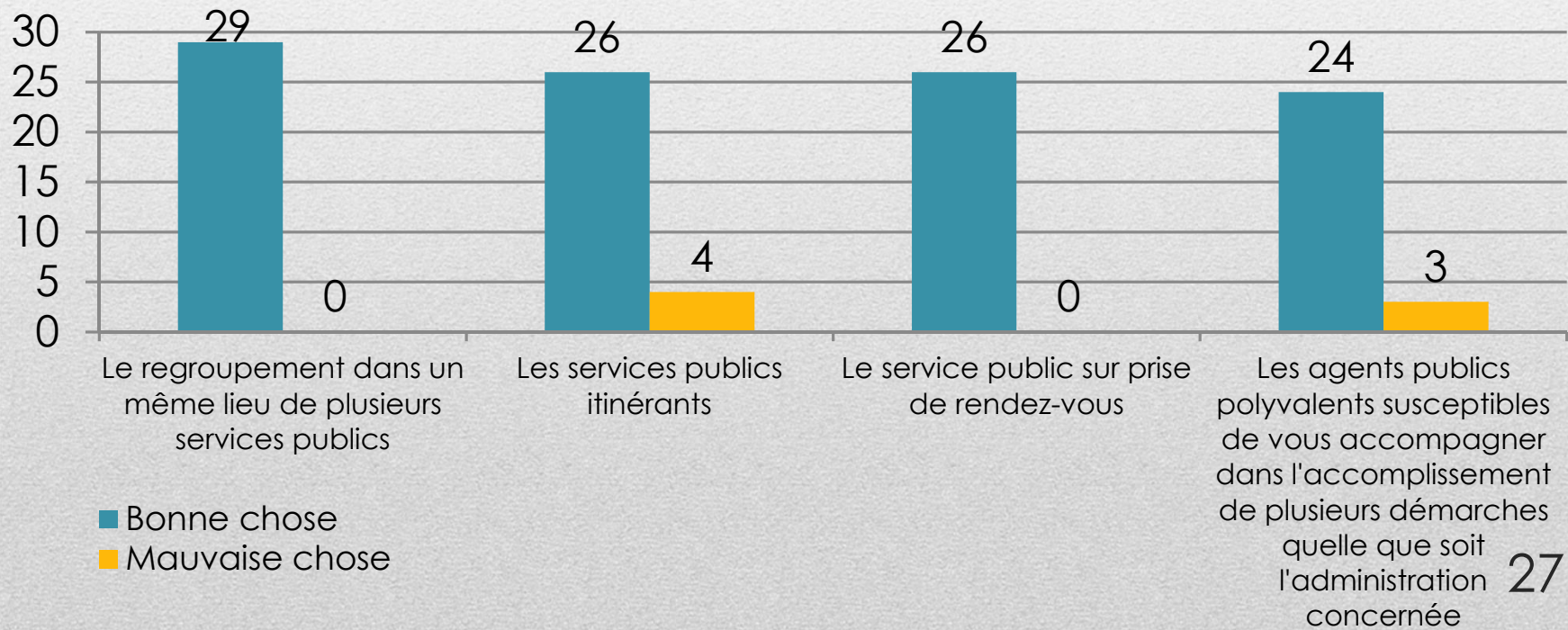
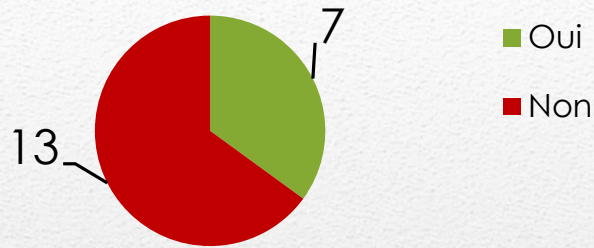


26

L'organisation administrative

Organisation de l'Etat et des Services publics

Avez-vous déjà renoncé à des droits/allocations en raison de démarches administratives trop complexes ?

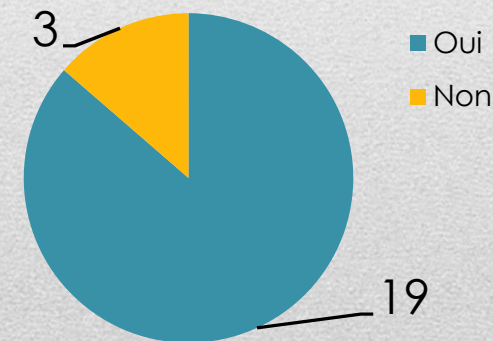


Les services publics

Organisation de l'Etat et des Services publics

- Un accès privilégié aux services publics en région parisienne.
- Améliorer le maillage sur l'ensemble du territoire national (arrêter de tout centraliser en région parisienne).

Q20 - Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?



28

Les services publics

COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE SERVICE VIE DES QUARTIERS :

P.26

- « Accentuer la décentralisation »
- « Réduire les échelons administratifs (notamment les départements) et éviter ainsi les doublons en matière de compétences »
- « Rapprocher les administrations de la population »

P.28

Q5 : Quels types de services publics vous manquent dans votre territoire : la plupart des contributeurs indique avoir un accès privilégié aux services publics en région parisienne. Des difficultés sont néanmoins relevées concernant l'accès à la santé (manque de médecins).

Q20 : Améliorer la communication entre les administrations, améliorer les accueils administratifs et sanctionner l'absentéisme, augmenter les formations des agents, des agents plus polyvalents, se calquer sur le privé, poursuivre la modernisation des administrations.

COMMENTAIRES APPORTÉS PAR LE PUBLIC ET ÉCHANGES :

- « Il faudrait simplifier les règles pour l'administration. Les citoyens doivent sans cesse fournir bon nombre de pièces justificatives. Il conviendrait d'autoriser les différentes administrations à se transmettre les informations de façon à ce que les citoyens n'aient pas à réitérer sans cesse les mêmes démarches. »
- « Existe-t-il une instance qui permet de contrôler les actions du Président ? »
- « Un point n'a pas été noté : l'ouverture élargie des services publics en matière de tranche horaire et de jour. »
- « Ne pourrait-on pas élargir l'ouverture des services publics en incluant la participation de la population. N'importe qui le souhaitant pourrait aider les services publics. »
- « Il existe déjà des dispositifs comme la réserve citoyenne pour les services de l'Etat. (commissariat, etc.). Plusieurs propositions sont faites sur le site de l'Etat : la réserve citoyenne. »

Suite et fin du Grand débat

- Un envoi des contributions émises du 23 février au 15 mars intégrées au compte rendu de la réunion du 11 mars aux services de l'Etat.
- Contributions Suresnoises (registres physiques et en ligne) et synthèse présentée le 11/03 consultables sur www.suresnes.fr en format PDF fin mars.